

Pourquoi il faut enseigner l'histoire-géographie au début du XXI^e siècle

Par Paul STOUDER, IA-IPR (honoraire)

Une fois de plus, l'histoire-géographie est sommée de justifier sa place dans la formation générale des jeunes Français. On se souvient que les programmes issus de la réforme Haby de 1975 avaient dissout l'histoire et la géographie dans une entité dite sciences humaines constituée davantage par une série de sujets d'études à la mode que par des contenus et des méthodes rigoureusement choisis. Il avait fallu une décennie de luttes, marquées notamment par les Etats généraux de 1977 et le colloque de Montpellier de 1984, pour que l'histoire-géographie retrouve progressivement toute sa place dans l'enseignement.

Le rôle formateur de l'histoire-géographie est aujourd'hui remis en cause à travers des réformes brutales comme la suppression de son enseignement obligatoire en terminale S - qui peut croire que l'option sera créée sauf dans de rarissimes exceptions ?- ou à travers des réformes plus insidieuses comme celle de programmes qui accumulent inconsidérément les intitulés ou font bon marché de la chronologie. A la déstabilisation de la discipline s'ajoute la réduction, souvent à sa plus simple expression, de la formation pédagogique des professeurs stagiaires, en histoire-géographie comme dans toutes les disciplines.

Plus encore peut-être qu'avec la réforme Haby, nous sommes confrontés à l'utilitarisme pour lequel la culture doit faire place nette devant les enseignements dits utiles, c'est-à-dire ceux qui peuvent être directement réinvestis dans l'économie. L'ambition fondamentale de donner à nos élèves les connaissances et les méthodes leur permettant de comprendre le monde dans lequel ils vont vivre est reléguée au second plan. Bien pis, la formation d'une pensée autonome et critique capable d'appréhender des situations imprévues, de se référer à une culture historique, voire d'imaginer des solutions inédites, est méconnue. Au total, ce sont bien les compétences des futurs citoyens et, par voie de conséquence, des futurs acteurs de l'économie, qui sont appauvries et diminuées.

L'objet de la présente contribution est de rappeler quelques-unes des raisons pour lesquelles il faut enseigner l'histoire-géographie au début du XXI^e siècle. On essaiera plus précisément de montrer comment l'histoire-géographie, à travers ses paradigmes actuels, ses concepts essentiels et ses démarches intellectuelles apporte des clés indispensables à la compréhension du monde contemporain. Trois entrées liant histoire et géographie ont été retenues : le temps et l'espace, la place et le rôle des acteurs, les jeux d'échelles.

1. L'histoire-géographie introduit à la réflexion spatio-temporelle sur les sociétés.

Parmi les sciences humaines, l'histoire et la géographie occupent une place originale : elles sont les seules à postuler que l'intelligibilité des phénomènes sociaux s'inscrit dans leurs rapports avec l'espace et avec le temps dont Kant a montré que ce sont des formes *a priori* de la sensibilité qui tiennent "à la constitution subjective de notre esprit". Pour ces raisons, jointes à la construction d'un Etat-nation en France, l'histoire et la géographie ont été intimement liées dans notre enseignement dont elles continuent à constituer une composante fondamentale, l'histoire-géographie.

Longtemps divisée en « physique » et « humaine », la géographie est aujourd'hui recentrée sur son objet essentiel, la compréhension de l'organisation de l'espace par les sociétés humaines. Ce faisant, les géographes ont progressivement réinvesti la notion de territoire, portion de l'espace terrestre approprié, occupé et géré par une société, administré par une autorité, qui lui confèrent une certaine unité. Simultanément, les travaux portant sur l'espace vécu par les habitants ont mis en évidence les phénomènes d'appartenance à travers l'analyse des mémoires, des expériences et des représentations collectives de l'espace. La géographie est ainsi la seule discipline en mesure de former à une approche systémique des territoires en mettant en relation les dimensions physiques, juridiques, économiques, sociales, culturelles, écologiques de l'espace. « L'acquisition des faits ne peut être séparée de la compréhension des relations qui existent entre eux » (J. de Rosnay, *Le macroscopie, vers une vision globale*, 1975).

Lorsque nous rappelons, après Marc Bloch, que l'objet de l'histoire est l'étude des sociétés humaines dans le temps, nous nous référons d'abord à la chronologie qui impose de classer les événements les uns par rapport aux autres, condition nécessaire pour éviter l'anachronisme. Nous évoquons aussi une démarche intellectuelle consistant à nous projeter dans le passé, grâce aux traces documentaires qu'il a laissées, afin de nous le représenter, autant que possible, lorsqu'il était un présent, ouvert sur l'avenir. Ainsi, dans *Le futur passé, contribution à une sémantique des temps historiques* (1979), Reinhart Koselleck remarque que si le passé se manifeste par un « champ d'expériences » concentrées dans le moment présent et n'entretenant pas nécessairement de continuité entre elles, ce qui réfute la représentation linéaire du temps, le futur se présente lui comme un « horizon d'attente » qui se développe sur un moment plus ou moins long. Appliquée à la défaite de 1940, la méthode montre que le champ d'expériences fait affluer dans l'esprit des dirigeants français d'alors les

souvenirs des invasions allemandes de 1870 et 1914 : évacuation de la capitale au sud de la Loire, formation de nouvelles armées pour repousser l'ennemi,... L'enjeu est de saisir «l'incertitude fondamentale de l'événement », condition nécessaire pour se déprendre de la tentation de l'histoire téléologique. Il est en effet facile de montrer, après coup, que De Gaulle avait bien raison contre Pétain, mais c'est passer à côté de la véritable question : pourquoi est-ce la décision de demander l'armistice qui l'a emportée en juin 1940 ? Cette question est de celles qui appartiennent à une culture vivante si l'on en juge par la place que la Seconde guerre mondiale occupe dans la mémoire collective. Sa compréhension selon la méthode historique, qui permet de restituer les acteurs dans leur contexte, acteurs confrontés à des possibles dont certains ne sont pas advenus et faisant des choix, est éminemment formative pour l'esprit.

2. L'histoire-géographie examine la place et le rôle des acteurs sociaux

La place et le rôle des acteurs, qui paraissent évidents en histoire, sont désormais aussi reconnus en géographie. Les territoires sont en effet animés par des individus, des groupes, des entreprises, des collectivités territoriales, des états, des organisations internationales qui sont autant d'acteurs qui interagissent en fonction du lieu où ils se trouvent et du pouvoir dont ils disposent. Ces acteurs incorporent les mémoires des territoires (cf. *supra*) et sont aussi porteurs de projets : stratégies d'entreprises, aménagement du territoire local, régional, national, régulation internationale des échanges. Ainsi, la réalisation d'un équipement d'intérêt général comme une ligne de TGV mobilise des décideurs jugés « lointains » par les acteurs locaux qui défendent un paysage ou plus généralement un environnement. L'élucidation des enjeux de ce débat est au cœur de la géographie actuelle. En démontrant que les territoires sont des produits de la société, elle contribue à la formation civique des élèves.

Depuis Hérodote l'analyse de la place et du rôle des acteurs, individus ou groupes, est constitutive du projet historique. Tandis que l'histoire politique traditionnelle privilégiait à l'excès le rôle des individus, allant jusqu'à assimiler l'histoire à celle des « grands hommes », l'histoire sociale construit des entités sociales, l'ordre, la classe, les ouvriers, les paysans, les bourgeois à partir de normes, statut social, lieu de résidence, place dans la production, ou de pratiques communes, qui définissaient le contexte censé expliquer les faits et gestes des acteurs. Au tournant des années 1970-1980 divers auteurs s'interrogèrent sur les rapports entre comportements individuels et expérience sociale (Georges Duby) et remirent en cause le déterminisme du contexte (Edoardo Grendi). Pour autant, rappelle Arlette Farge, il ne s'agit

pas de « faire des anecdotes avec les archives mais d'entrer dans des systèmes », autrement dit reconnaître la capacité des acteurs sociaux à interpréter le monde et à adapter leur comportement aux situations. A partir de l'analyse de ce que les acteurs savent, ou croient savoir, de leurs pratiques et représentations, de leurs espoirs et projets, l'histoire introduit à l'intelligence critique des comportements humains. Elle a pour ambition de montrer comment du nouveau émerge du contexte, stable par définition, et d'expliquer les voies du changement.

3. L'histoire-géographie analyse les processus d'unification/diversification des sociétés

Les acteurs dont il vient d'être question s'inscrivent dans des contextes de dimensions et de niveaux différents. La mondialisation contemporaine et les processus de fragmentation des sociétés qui l'accompagnent, au-delà de leurs modalités actuelles, ne sont pas propres à notre époque. L'empire romain toléra de nombreux particularismes locaux hérités des cultures et des traditions des peuples qu'il domina ; à l'inverse, le morcellement politique médiéval n'ignora pas une certaine unité des modes de vie et des croyances. L'histoire-géographie est la discipline qui contribue le plus à l'analyse de l'unité et de la diversité des sociétés dans l'espace et dans le temps.

L'appropriation de la surface de la Terre et son aménagement par les sociétés sont à l'origine de différenciations spatiales à toutes les échelles, locale, régionale, nationale, globale. L'observation des changements d'échelle est particulièrement pertinente dans le cadre de l'étude des inégalités de développement dans le monde. A l'échelle des états, le produit intérieur brut par habitant ne rend pas compte de ces inégalités car il y a des riches dans les pays en développement et des poches de pauvreté dans les pays riches. En revanche, si on fait varier la focale en augmentant le rapport d'échelle, on observe dans un même pays, tel le Brésil, des régions plus riches que d'autres et, à l'échelle des villes des quartiers opulents contrastant violemment avec les *favelas*. Par les comparaisons qu'ils permettent, les jeux d'échelles aident à comprendre les niveaux de développement différents entre les territoires.

L'histoire elle-même intègre ces jeux d'échelles : tandis que la micro-histoire s'intéresse aux pratiques des acteurs (cf. *supra*), l'histoire globale place la comparaison et le lien au cœur de l'analyse. Dans *Les traites négrières, essai d'histoire globale* (2004), Olivier Pétré-Grenouilleau examine le phénomène de la traite depuis l'antiquité. Il en envisage tous les protagonistes, non seulement les puissances occidentales qui pratiquèrent la traite atlantique à l'époque moderne et contemporaine, mais aussi les états musulmans qui l'initièrent dès le

Moyen-âge en direction du Maghreb et du Poche Orient. Il rappelle que les élites dirigeantes d'Afrique noire alimentèrent la traite en captifs en échange de produits de prestige, parures et textiles. Ainsi, l'histoire globale cherche à « éclairer la plus grande partie des facettes d'un même objet en en reliant les différentes composantes ».

Les jeux d'échelles éclairent également les rapports de l'histoire et des mémoires. Portée par un groupe ou une communauté, chaque mémoire cherche à « s'approprier certains objets du passé et l'interprétation de ceux-ci » (Paul Ricoeur). Ce faisant, la mémoire « installe le souvenir dans le sacré », alors que l'histoire est une « opération intellectuelle laïcissante », remarque Pierre Nora. C'est donc à l'histoire d'assumer la tâche de reconstitution du passé commun, avec ses contradictions, pour tenter d'en proposer une intelligibilité globale. Cette historicisation suppose une mise à distance conceptuelle seule à même d'englober des situations et des points de vue différents. Dans *La France à l'heure allemande (1940-1944)*, Philippe Burin propose trois notions pour qualifier les diverses attitudes des Français sous l'occupation : l'"accommodement" à l'occupant, la « raison d'Etat » qui sert avant tout le régime de Vichy, et l'« engagement » dans la collaboration directe avec les Allemands. Ce que les archives révèlent en effet, sont autant de situations particulières, évolutives, dans lesquelles les protagonistes coopèrent, négocient ou s'opposent. En apprenant aux élèves à considérer que rien n'est normal ou va de soi, l'histoire apparaît comme « une discipline expérimentale propre à entraîner l'esprit à l'analyse de l'inconnu » (Marc Bloch, *L'étrange défaite*, rééd. 1990).

Les remarques qui précèdent n'ont d'autre ambition que de rappeler la contribution irremplaçable de l'histoire-géographie à la formation des élèves : se situer dans le temps et comprendre comment le changement se produit, se situer dans l'espace et comprendre comment les territoires sont organisés, observer les sociétés présentes et passées et comprendre la place et le rôle des acteurs. Ce faisant l'histoire-géographie nourrit l'esprit des élèves de références culturelles vérifiées, significatives et diversifiées en même temps qu'elle les initie à la prise de distance critique par rapport aux situations observées. Renoncer à l'enseignement scolaire obligatoire de l'histoire-géographie ou le réduire à quelques études de cas serait renoncer à donner à nos élèves les principales clés d'intelligibilité du monde contemporain et porter gravement atteinte aux finalités civiques, culturelles et intellectuelles de notre enseignement.

